

La corruption, les conflits de guerre, l'extrémisme violent et la radicalisation menacent la paix

Introduction

Le monde vit dans un environnement hostile, la violence et la cupidité ont accaparé les principes et les valeurs du bien vivre. **"L'esprit du mal nous conduit à la destruction, et l'esprit du mal nous conduit à la désunion, nous conduit au tribalisme, à la corruption, à la toxicomanie, à la destruction par fanatisme"**, souligne le Pape François.

Nous vivons immergés dans la violence sociale et la violence familiale, la cupidité sociale qui engendre l'instabilité dans la vie quotidienne, la corruption tranche la stabilité, le travail, le désir et la nécessité d'être économiquement autonomes, notre participation à la vie politique, le Pape François définit la corruption comme **« ces marais qui nous engloutissent » que vous foulez et voulez quitter, vous faites un pas et vous vous enfoncez davantage . La corruption est un marécage. C'est la destruction de la personne humaine »**. Parce que la corruption **s'accompagne d'arrogance, "la corruption viciera votre âme et votre corps, et un homme corrompu est si sûr de lui qu'il ne peut faire marche arrière"**.

Une Femme qui vit au milieu de conflits se retrouve impliquée dans un réseau de corruption qui rend impossible la réalisation des desseins de sa nature qui est de construire une famille, de donner vie à un autre être, de contribuer à la société.

Les pages de la Bible commencent par le meurtre d'un frère à l'autre, **notre mission est de surmonter les mauvais sentiments que nous portons en nous, de nous améliorer et d'améliorer notre environnement familial et social**. Comme dit le Pape François : **« La vie est pleine de difficultés, mais il y a deux façons de voir les difficultés : soit vous la considérez comme quelque chose qui vous bloque, vous détruit et vous arrête, soit vous la considérez comme une opportunité »**. C'est dans cet esprit que j'ai préparé cette présentation sur le mal qui est en train d'envelopper le monde : **corruption, conflits armés, extrémisme violent et radicalisation**.

I. La corruption

La corruption est l'abus de pouvoir délégué par ceux qui ont des buts privés. Les éléments qui peuvent être mis en évidence sont : **l'abus de pouvoir ; à des fins privées (ne bénéficiant donc pas nécessairement à l'abuseur mais incluant aux membres de sa famille immédiate ou des amis) ; un pouvoir qui a été délégué (qui peut venir des secteurs privé et public)**. En une phrase : **"abus de pouvoir à des fins d'enrichissement personnel"** (Transparency International)

La corruption **exacerbe les inégalités des genres** dans la société. Les femmes vivent et perçoivent la corruption différemment des hommes et sont plus vulnérables à certains types de corruption, notamment l'extorsion sexuelle, en raison de leur participation à la vie sociale, politique et économique.

Afrique

Les liens entre la *corruption, la terre, le bien-être et la prospérité* sont évidents en **Afrique**. Les femmes travaillent dans les champs, posséder des terres est une ambition juste. La corruption accroît les disparités entre les sexes, mine les moyens d'existence et le statut des femmes et, en fin de compte, perpétue la pauvreté. Huit pays africains très sensibles ont été identifiés : **Cameroun, Ghana, Kenya, Libéria, Madagascar, Ouganda, Sierra Leone, Zimbabwe**.

Sans être une guerre, la corruption est une guerre sociale qui entrave le développement des femmes. **Le rôle de la terre est crucial pour mettre fin à la pauvreté et à la faim, réduire les inégalités, assurer un travail décent et parvenir à l'égalité des sexes qui accroît la sécurité alimentaire en réduisant la pauvreté**.

La corruption comprend 5 objectifs de développement durable prévus pour 2030.

- **Objectif 1** : Mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes dans le monde entier.
- **Objectif 2** : Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition, et promouvoir une agriculture durable.
- **Objectif 5** : Réaliser l'égalité des sexes.
- **Objectif 11** : Rendre les villes et les établissements humains inclusifs, sûrs, résidentiels et durables.
- **Objectif 16** : Promouvoir des sociétés justes, pacifiques et inclusives.

Posséder la terre est un **droit réel**, qui présente deux caractéristiques inscrites : le caractère immédiat du pouvoir qu'ils accordent à son détenteur sur la chose et l'opposabilité "**erga omnes**", est un droit exclusif. Pour exercer ce domaine, un titre est requis, qui est un acte juridique permettant l'acquisition du domaine.

Pour éviter la corruption dans la propriété foncière est nécessaire :

Que l'administration, la documentation et l'urbanisme disposent d'un bon système d'enregistrement et que la délivrance des titres ou documents fonciers soit transparente.

La corruption est vérifiée :

- ✓ au moment de l'enregistrement foncier, ce qui accroît la propriété informelle ;
- ✓ quand la volonté d'héritage n'est pas reconnue face à la coutume qui empêche les femmes d'hériter des terres de leurs pères ;
- ✓ dans les litiges fonciers, devant des lois peu claires qui nécessitent une interprétation, ou lorsque des lois formelles contre des lois coutumières s'opposent.

L'urbanisme exige la formalisation des droits fonciers des personnes vivant dans les établissements urbains. Les programmes visant à formaliser les droits d'occupation doivent être transparents et incorporés, en évitant la corruption bureaucratique. Les pays ont besoin de cadres juridiques et de mécanismes de suivi solides pour garantir que les investissements dans les terres profitent à la population locale.

La terre est l'actif clé pour la majorité des plus pauvres du monde, elle représente une garantie pour un avenir sans pauvreté. L'ignorance des femmes de leurs propres droits est souvent à l'origine du manque de possession ou de propriété des biens.

Amérique Latine

La corruption **affecte la croissance économique, affaiblit le respect du cadre réglementaire et diminue l'efficacité des institutions publiques. Elle affecte directement la répartition équitable des ressources au sein de la population, fausse le marché, génère des inégalités de revenus et affecte même les programmes de protection sociale, soit en raison de leur faible qualité, soit en raison du prix excessif convenu.**

Amérique latine, a traversé des étapes controversées, **la conquête de la démocratie continue**. Récemment, une vague de socialisme et de corruption a modifié le développement de la région. Sur les 22 pays, seuls trois sont restés indemnes. Chili, Costa Rica et Uruguay. L'action la plus importante contre la démocratie a été menée depuis le Brésil. La société Odebrecht, comme le souligne le Pape François, n'est que la pointe de l'iceberg, avec le pouvoir politique du président Lula, un grand socialiste, elle a modifié la démocratie en finançant les candidats, en modifiant le vote des citoyens, puis en collectant des faveurs, en modifiant l'économie nationale. Cette mafia n'a pas été découverte en Amérique latine, mais aux États-Unis, par un juge, suite aux mouvements bancaires suspects d'un client, la société

Odebreacht. Le propriétaire de l'entreprise, Odebreacht, qui est en état d'arrestation, a avoué être un collaborateur efficace, un système d'intérêts privés a été découvert pour atteindre le pouvoir politique, même dans le cadre d'une stratégie internationale pour convertir la région socialiste, sinon communiste, d'Amérique latine. Les services publics sont devenus plus coûteux au dépit du citoyen.

Aujourd'hui, **la confiance dans la classe politique n'a jamais été aussi faible, la structure gouvernementale et les droits de la personne se sont détériorés. En outre, la corruption affecte les droits des femmes et engendre l'insécurité des citoyens en modifiant la structure gouvernementale.**

La corruption du **système judiciaire** a modifié les jugements au détriment des mineurs violés et en cas de tentative de féminicide. Les fautes avaient un prix.

Au **Guatemala**, le président a été élu avec beaucoup d'enthousiasme et de confiance pour sa campagne contre la corruption. Peu de temps après, sa famille et ses amis sont impliqués dans des affaires de corruption, en réaction, le Président Jimmy Morales a expulsé le Représentant des droits de l'homme, au nom de la souveraineté nationale.

La corruption déforme la vision du service que l'appareil d'État a, c'est pourquoi beaucoup veulent que le pouvoir s'enrichisse rapidement. L'État est un butin. La corruption est l'antichambre des mouvements insurrectionnels qui mènent à des guerres civiles et à des guerres où nous perdons tous.

Transparency International et Market Research Service ont mené une enquête en 2016, dans les pays d'Amérique latine, donnant ce résultat :

1. La corruption est en hausse au Brésil, au Pérou, au Chili et au Venezuela (78% et 87%) ; en Argentine et au Guatemala (41% et 42%).
2. Les policiers et les politiciens les plus corrompus se trouvent au Venezuela (73%), au Paraguay (69%).
3. Les gouvernements ne luttent pas contre la corruption (53%), pour le Venezuela et le Pérou (76% et 73%), au Guatemala seulement pour 35%, leur gouvernement fait un mauvais travail.
4. Près d'un tiers des usagers des services publics ont payé des pots-de-vin, soit 90 millions de personnes dans les 20 pays étudiés. Le **Mexique et la République dominicaine** (51 % et 46 %).
5. Les taux de corruption les plus élevés concernent les soins de santé et les écoles.
6. Peu dénoncent la corruption et ceux qui le font subissent des représailles. Seulement 9% des personnes interrogées qui ont payé des pots-de-vin l'ont effectivement signalé aux autorités. Vingt-huit pour cent d'entre eux ont subi des conséquences négatives.
7. Sept citoyens sur dix sont prêts à soutenir des actions contre la corruption, 70% des citoyens ont confiance en leurs actions : **Brésil** (83 %) ; **Costa Rica** et **Paraguay** (82 % chacun).

Les gouvernements doivent impliquer la société civile dans leurs efforts de lutte contre la corruption ; le renforcement du système judiciaire, la transparence de l'État est d'une importance vitale, l'information permet de surmonter le manque de connaissances ainsi que, ce qui est déjà le cas, d'éliminer l'immunité politique dans les affaires liées à la corruption.

II. Les conflits de guerre et la situation des femmes

"Rien n'est perdu dans la paix. Tout peut être perdu par la guerre", disait Paulo VI avant le début de la Seconde Guerre mondiale. Les femmes, en particulier, sont appelées à suivre l'exhortation de Jean-Paul II pour commémorer le 50e anniversaire du début de cette guerre sanglante. « Il est nécessaire de construire ensemble la véritable

civilisation, qui n'est pas fondée sur la force, mais qui est le fruit de la victoire sur nous-mêmes, sur les pouvoirs d'injustice, d'égoïsme et de haine, qui peuvent défigurer l'homme ». Tout conflit armé a des motifs qui favorisent la confrontation des parties. Aucune guerre n'est identique à une autre ; chacune obéit à des situations exceptionnelles et ne peut se matérialiser que dans un espace et un temps précis. Les conflits affectent des millions de personnes et la réalité quotidienne est la violation des droits de l'homme. A la base, il y a ce sentiment de se sentir supérieur à l'autre et de l'anéantir.

Dans les différents continents, nous avons les conflits armés suivants :

Myanmar et l'ethnie Rohingya persécutée

La République de l'Union du Myanmar (Myanmar / Birmanie) a une population estimée à 51 millions d'habitants sur un territoire de 675 000 km² et est le plus grand pays d'Asie du Sud-Est. Il a vécu plus de 50 ans de dictature militaire.

Depuis mars 2011, il a entamé un processus de démocratisation, il a libéré des prisonniers politiques, il a amélioré la liberté d'expression, il a engagé des réformes économiques. Le Myanmar et la Birmanie sont toujours confrontés à d'importants défis. Il doit assurer une paix durable avec ses nombreux groupes ethniques armés, ainsi que la violence entre les communautés bouddhistes et musulmanes du pays. 26% du pays vit en dessous du seuil national de pauvreté malgré une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 7,5%. Les ressources naturelles, y compris la diversité de la flore et de la faune, sont particulièrement vulnérables aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques.

Le plus grand risque pour le processus de réforme est **la violence intercommunautaire qui a apparemment commencé dans l'État de Rakhine en 2012** et s'est étendue à d'autres parties du pays au début de 2013. En 2015, les discours de haine et l'intolérance religieuse étaient de plus en plus utilisés comme un outil politique pour inciter à la haine. La situation des apatrides rohingyas est délicate en ce qui concerne leurs droits de l'homme et la question humanitaire qui a des implications pour les voisins du Myanmar et pour l'ensemble de la région - Bangladesh, Thaïlande, Malaisie et Indonésie - qui accueille des milliers de demandeurs d'asile rohingyas. Depuis août 2017, la recrudescence de la violence au Myanmar a poussé plus de 600 000 personnes à se rendre au Bangladesh en quête de sécurité. Des villages entiers ont été brûlés et des centaines de personnes ont été tuées alors qu'un demi-million d'entre elles fuyaient le plus vite possible la région de Rakhine.

Par la suite, le Myanmar et le Bangladesh ont accepté de rapatrier les Rohingyas dans leur pays d'origine.

L'Union européenne débourse des fonds considérables pour **l'intégration de la dimension de genre et, en particulier, une plus grande participation des filles et des femmes à l'éducation, une approche active et proactive pour renforcer la participation effective des femmes à l'éducation, y compris les enseignants.**

Afghanistan

Depuis les années 1970, la violence s'est emparée du pays. Chaque jour, il prend de l'expansion, devenant le deuxième pays le plus dangereux au monde et le peuple afghan est le deuxième pays qui compte le plus grand nombre de réfugiés dans d'autres pays.

La situation des femmes est grave, depuis 16 ans, l'égalité des sexes est soutenue en Afghanistan. Les femmes afghanes ont de plus en plus de demandes, elles ont amélioré leur accès aux services publics et au traitement par leurs partenaires masculins. Les réseaux de femmes s'épanouissent dans les zones urbaines, en s'appuyant sur l'expérience de la société civile dans les pays voisins, en particulier en Iran. Une perspective sexo-spécifique est en cours d'introduction dans l'élaboration des politiques, ainsi que l'adoption du programme national pour l'autonomisation économique des femmes. Toutefois, l'intégration des femmes dans la prise de décision reste limitée, tant au niveau institutionnel qu'au niveau local. Au niveau institutionnel, la participation est souvent présentée en termes de quotas de sièges réservés aux femmes au Parlement.

Syrie

La guerre en Syrie continue depuis presque 7 ans, plus de 5 millions de personnes sont réfugiées hors de ses frontières. En 2017, de nombreuses villes comme Alep ont été libérées de l'État islamique et leurs anciens habitants ont pu reconstruire leur vie. Trois conférences se sont tenues pour la Syrie, la dernière, à laquelle j'ai participé, s'est tenue en avril 2018 à Bruxelles, au siège de la Commission européenne. La Syrie est une société brisée qui vit dans la terreur avec très peu de nourriture.

Récemment, à l'Assemblée générale des Nations Unies, Federica Mogherini a déclaré : "Personne ne gagnera ni guerre ni paix sans une solution politique négociée". La Conférence de Bruxelles a fermement soutenu la transition politique nécessaire pour permettre le retour en toute sécurité des réfugiés, en offrant aux femmes, aux jeunes et à la société civile syriennes une tribune pour construire l'avenir du pays.

Récemment, cependant, la violence et les souffrances humaines ont augmenté en Syrie, et l'escalade militaire des parties au conflit s'est intensifiée de façon alarmante. La population civile est la plus touchée par les souffrances causées par le conflit, notamment les violations flagrantes, flagrantes et constantes du droit international humanitaire et des droits de l'homme, en particulier les attaques délibérées et aveugles contre les civils et les infrastructures civiles, l'utilisation continue et éclairée des armes chimiques, les déplacements forcés, la détention arbitraire, les disparitions forcées et la torture, notamment l'exploitation sexuelle et les violences sexistes. Plus de 12 millions de personnes ont été déplacées, dont plus de 5,6 millions de réfugiés vivant dans les pays voisins et 6,6 millions en Syrie. Près de 13,1 millions de personnes, dont près de la moitié sont des enfants, ont un besoin urgent d'aide humanitaire et de protection dans le pays.

La Conférence a décidé qu'il fallait mettre davantage l'accent sur l'appui à la réforme et au développement à long terme d'une manière durable. Il est essentiel de soutenir la santé et l'éducation, le développement économique, la création d'emplois et l'intégration sur le marché du travail tant pour les communautés d'accueil que pour les réfugiés, en particulier pour les groupes vulnérables tels que les femmes et les jeunes. La Conférence a souligné la nécessité essentielle d'atteindre tous les enfants et les jeunes, qui joueront un jour un rôle clé dans le redressement et la reconstruction de la région, grâce à une éducation de qualité et à une formation professionnelle. Elle s'est déclarée favorable à des programmes de résilience ciblés et à une augmentation des ressources allouées aux femmes et aux filles. Les réfugiés et les communautés d'accueil extrêmement vulnérables continueront d'avoir besoin d'une aide en espèces et de mécanismes de protection sociale améliorés. La réinstallation a été reconnue comme un outil de protection essentiel pour les réfugiés les plus menacés et a souligné son importance, ainsi que d'autres moyens juridiques, pour assurer un accès sûr et digne à la sécurité au-delà de la région immédiate.

Irak

Des années de conflit dans le pays et l'offensive contre des villes comme Mossoul et Falloujah, sous le contrôle de l'État islamique, ont fait la une des journaux tout en laissant des millions de civils assiégés et forcés de fuir leur foyer.

L'offensive militaire contre Da'esh a pris fin le 10 décembre 2017 et l'urgence humanitaire se poursuit avec 2,6 millions de personnes toujours déplacées. La situation des minorités ethniques et religieuses reste très préoccupante.

Des problèmes critiques en matière de droits de l'homme persistent, en particulier dans les domaines des disparitions forcées, des retours forcés ou empêchés et de la destruction des biens des personnes déplacées, de l'absence de procédures régulières et de procès équitables, ainsi que des violences liées aux conflits sexuels. Le recours à la peine de mort se poursuit et la torture reste répandue dans les centres de détention de la police, les cellules d'interrogatoire et les prisons. Des journalistes ont été harcelés et tués, en particulier dans les zones contrôlées par Da'esh. Les accusations de corruption sont fréquentes et l'impunité règne. Le manque de transparence, d'information et d'accès du gouvernement rend difficile l'évaluation de l'ampleur de bon nombre des problèmes de droits humains dénoncés.

L'Union européenne mène une politique de protection des civils dans les zones de conflit, de protection des minorités ethniques/religieuses, de réconciliation nationale et sociale, d'indépendance du Haut Commissaire irakien aux droits de l'homme, d'application transparente de la loi et d'élimination de la violence fondée sur le sexe. Il a été demandé à l'Iraq d'adhérer aux principes fondamentaux du droit international des droits de l'homme et de souscrire au Statut de Rome.

Elle aide également le Premier Ministre Al-Abadi à mettre en œuvre ses programmes de réforme qui s'attaquent à la corruption généralisée et à la mauvaise prestation des services publics. L'engagement du gouvernement avec les organisations de la société civile et les ONG locales dans l'élaboration de lois telles que la protection contre la violence familiale est un très bon résultat, et les modifications apportées à la loi sur le statut personnel qui auraient abaissé l'âge du mariage pour les femmes suite aux pressions extérieures ont été rejetées.

Par sa résolution 2379, le Conseil de sécurité de l'ONU a créé un organe indépendant d'enquête sur les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le génocide de Da'esh. L'objectif est de recueillir des preuves.

Le conflit entre Israël et la Palestine

Ce problème, qui remonte au début du XXe siècle, a laissé 5 millions de réfugiés palestiniens. L'un des conflits historiques qui s'allonge le plus dans le temps face à une solution difficile.

Israël et la Palestine sont des années de conflit, cela semble inconciliable. Cependant, ils devront trouver le moyen de marcher ensemble. La communauté internationale s'efforce de soutenir la société civile des deux côtés afin que, à l'instar des guerres qui ont duré des décennies dans les pays européens, nous puissions travailler ensemble dans la paix, la sécurité et la reconnaissance mutuelle.

Programmes de consolidation de la paix, projets menés par des organisations de la société civile israélienne et palestinienne, ces programmes ont fonctionné pendant les années les plus difficiles, parfois remplis de violence, de désespoir et de haine, parce que les gens veulent fondamentalement un antidote à la violence, ils veulent l'espoir et la tolérance.

L'initiative de consolidation de la paix de l'Union européenne promeut la paix, l'espoir et la tolérance, s'oppose à l'extrémisme, la haine et la violence. La paix, c'est autant du haut vers le bas que du bas vers le haut. Apprendre et s'habituer à travailler ensemble, en tant que voisins ainsi que de partager la ville de Jérusalem. Faire face à toutes sortes de problèmes d'assainissement, de santé et de gestion urbaine avec des méthodes environnementales.

République centrafricaine

Une inimitié initiée lors de la guerre civile de 2004 en plus des traités de paix qui ont été signés en 2007. Elle a provoqué des déplacements de population, atteignant 450 000 réfugiés. Des tentatives ont été faites pour rétablir la paix par le biais d'élections, mais elles n'ont pas abouti.

La République centrafricaine est un pays à majorité chrétienne, mais avec une importante minorité musulmane, ils ont coexisté en paix jusqu'à l'arrivée au pouvoir du groupe armé Seleka.

La rhétorique religieuse à des fins politiques a été le début, selon l'ONU, se dirige vers le génocide. Le groupe Séléka est composé de : l'Union des forces démocratiques pour l'unité (UFDR), l'Union des forces républicaines et la Convention des patriotes pour la justice et la paix, ainsi que de mercenaires du Soudan, du Niger et du Tchad. Ils sont fondamentalement de religion musulmane et leurs objectifs sont les quartiers chrétiens. La contrepartie sont les groupes de défense des droits des chrétiens.

La violence sexuelle et les enfants soldats s'ajoutent à toutes les conséquences négatives d'une guerre.

Nigéria

Tout a commencé en 2002. L'année 2009 marque le début d'une violence qui a fait plus de 3 500 morts et de graves conséquences économiques. Le déplacement des Nigériens, fuyant la guerre, a dépassé le million de personnes. devenant une crise de réfugiés. Les femmes sont les plus touchées par les conflits violents, mais elles sont largement exclues des processus de consolidation de la paix et de résolution des conflits en raison de facteurs tels que le patriarcat, l'ignorance et autres obstacles socioculturels.

Des projets tels que ceux de l'Union européenne visent à donner aux mentors les moyens de construire la paix dans leurs communautés, ainsi qu'à transférer les connaissances acquises à d'autres femmes. Un témoignage fait référence à la consommation de drogues et au harcèlement sexuel. Les femmes nigérianes sont convaincues "qu'il est important pour les femmes de contribuer à la consolidation de la paix. Le monde change et le développement est entravé là où il n'y a pas de paix. Après les manifestations et les visites de soutien aux chefs de quartier et aux agents de sécurité, les lieux de vente de drogues et de substances illicites ont été fermés. Dans ma communauté, les cas d'abus de drogues et de viols ont considérablement diminué et la paix a été rétablie", dit Namiyu Bala (mentor de paix de 61 ans dans l'État de Gombe).

Sud-Soudan

Une guerre civile a débuté en 2013 par une tentative de coup d'État. Pénuries alimentaires, pillages, violences sont les caractéristiques de cette tragédie. En 2016, la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a présenté un rapport sur l'augmentation de la violence sexuelle dans le pays. Les Nations Unies ont vérifié en cinq mois en 2015, plus de 300 cas de violations. Le Soudan est également le deuxième plus grand pays d'accueil de réfugiés en Afrique, en raison de ses conflits internes en cours, il a la deuxième plus grande population de personnes déplacées sur le continent, estimée à 3,2 millions. Quelque 7,1 millions de personnes au Soudan, dont de nombreux réfugiés, demandeurs d'asile et personnes déplacées, ont besoin d'une aide humanitaire.

Burundi

Le conflit ethnique entre 1993 et 2005 a généré une guerre civile, avec plus de 300 000 morts et déplacés. En 2015, il y a eu d'autres actes de violence avant les élections présidentielles, de nouveaux déplacements vers la Tanzanie ou la République démocratique du Congo. Les femmes et les enfants sont les plus touchés, auxquels s'ajoutent les obstacles à la circulation de leurs citoyens, la fermeture des frontières ou la mise en place de contrôles, ainsi que les menaces à leur liberté de circulation. Le Burundi est un état très fragile qui n'est pas en mesure de se développer en raison du taux de natalité élevé, il a des problèmes d'instabilité climatique qui aggravent la situation alimentaire. La santé des mères et des enfants est en situation d'urgence.

Yémen

La guerre civile de 2015 après un coup d'État en 2014 est le début de la guerre qui a creusé l'écart entre les sexes, les femmes, en particulier les femmes et les filles rurales, vivent dans les pires conditions.

En 2004, le Yémen se classait 126e sur 144 pays dans l'indice de développement par sexe du PNUD, avec seulement 29 % de femmes adultes alphabétisées contre 69 % d'hommes. Cinquante-deux pour cent des filles n'achèvent pas leurs études primaires, contre 18 % des garçons.

Le taux de fécondité en 2003 était de 5,8 enfants par femme. Le mariage précoce représente un autre obstacle majeur à l'équité entre les sexes. Les femmes ne sont confinées qu'aux tâches ménagères et à l'agriculture : plus de 70% du travail agricole est effectué par des femmes.

Les décisions économiques et les relations avec le monde extérieur restent du ressort des hommes, les coutumes sont maintenues et la violence domestique augmente. Le manque de participation des femmes à tous les niveaux de la société continuera d'être marginalisé et encore plus dans l'arène politique.

Colombie

Après quatre ans de négociations de haut niveau, le gouvernement colombien et les rebelles de la guérilla des FARC ont signé un accord de paix en novembre 2016. Pour la mettre en œuvre, le pays doit maintenant déployer des ressources financières, institutionnelles et humaines importantes pour remédier aux inégalités qui ont alimenté le conflit. Ce conflit a duré cinq décennies.

Venezuela

Le Venezuela est confronté à une crise politique, économique et sociale majeure, avec une hyperinflation, de graves pénuries de nourriture, de médicaments et d'autres produits de base et l'un des taux d'homicides les plus élevés du monde. L'opposition a organisé des protestations généralisées contre les politiques de plus en plus totalitaires promulguées par le gouvernement de Maduro. Des dizaines de manifestants ont été tués. L'élection, en juillet 2017, d'une Assemblée constituante toute puissante a fermé presque tous les espaces démocratiques restants, entraînant une condamnation généralisée dans la région et dans le monde entier. Le déplacement de plus de deux millions de Vénézuéliens vers les pays limitrophes d'Amérique latine a été vérifié et se poursuit.

Mexique

Les institutions judiciaires mexicaines ne sont pas à la hauteur de la corruption généralisée et des puissants cartels transnationaux qui dominent certaines régions du pays. Les années d'une "guerre contre la drogue" sur-militarisée et la prolifération des raquettes criminelles ont déstabilisé le pays et ses voisins, forçant des milliers de réfugiés et de migrants à risquer leur vie en fuyant à travers le Mexique des voisins du "Triangle Nord" comme le Honduras, El Salvador et le Guatemala. Crisis Group se concentre sur la lutte contre la criminalité transnationale, la corruption de haut niveau, la traite des êtres humains et les migrations, en mettant particulièrement l'accent sur leurs effets sur les enfants, les femmes et les autres groupes vulnérables.

III. Extrémisme violent et radicalisation

L'extrémisme violent est un affront aux buts et principes des Nations Unies. Elle compromet la paix et la sécurité internationales, les droits de l'homme et le développement durable. Aucun pays ou région n'est à l'abri de ses effets.

On considère qu'il s'agit d'un phénomène clair sans définition claire.

Ces dernières années, des groupes terroristes tels que l'État islamique d'Iraq et le Levant (EIL), Al-Qaida et Boko Haram ont donné une image d'extrémisme violent.

Avec un message d'intolérance religieuse, culturelle et sociale, avec l'occupation de territoires et l'utilisation des médias sociaux pour la communication en temps réel de leurs idées et de leurs exploits dans le monde entier, ces groupes remettent en question les valeurs communes de paix, de justice et de dignité humaine.

La propagation de l'extrémisme violent a encore aggravé une crise humanitaire sans précédent qui s'étend déjà au-delà des frontières d'une région donnée. Des millions de personnes ont quitté des territoires contrôlés par des groupes terroristes et des groupes extrémistes violents. Les flux migratoires ont augmenté à l'extérieur des zones de conflit et dans les zones de conflit, notamment ceux qui cherchent la sécurité et ceux qui sont attirés par le conflit en tant que combattants terroristes étrangers, ce qui déstabilise davantage les régions touchées. Bien que le Plan d'action ait été formulé dans ce contexte, son objectif est de lutter contre l'extrémisme violent sous toutes ses formes et partout où il se manifeste.

Rien ne peut justifier l'extrémisme violent, mais il découle de situations de grief, d'injustice réelle ou perçue, de promesse d'autonomisation et de changement radical (Nations Unies).

Avec l'émergence d'une nouvelle génération de groupes, il y a un consensus international de plus en plus large sur le fait que ces mesures antiterroristes n'ont pas été suffisantes pour prévenir la propagation de l'extrémisme violent. L'extrémisme violent englobe une catégorie plus large de manifestations et la fusion des deux termes risque de justifier une application trop large des mesures antiterroristes, y compris contre des comportements qui ne peuvent être qualifiés d'actes terroristes.

La résolution 2178 (2014) du Conseil de sécurité assure le lien entre extrémisme violent et terrorisme.

Prévention : "l'extrémisme violent, qui peut conduire au terrorisme" exige des efforts collectifs, notamment :

- la prévention de la radicalisation,

- recrutement et

- la mobilisation de la population à l'égard des groupes terroristes pour qu'ils deviennent des combattants terroristes étrangers.

La Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies et son Plan d'action suivent une approche pratique pour prévenir l'extrémisme violent. Chaque pays définira chacun des termes en fonction de sa propre réalité.

La prévention et les quatre piliers :

- a. *Faire face aux conditions propices au terrorisme ;***
- b. *prévenir et combattre le terrorisme ;***
- c. *renforcer la capacité des États à prévenir et combattre le terrorisme et à renforcer le rôle du système des Nations Unies à cet égard ; et***
- d. *assurer le respect des droits de l'homme pour tous et l'État de droit dans la lutte contre le terrorisme***

Les jeunes en radicalisation et comment les récupérer

Les jeunes, qui constituent la majorité de la population, constituent une ressource importante et doivent être habilités à contribuer au développement politique et économique de leurs sociétés et nations. Pour qu'ils puissent le faire, ils ont besoin d'une vision positive de leur avenir et d'une réelle opportunité de réaliser leurs aspirations et leurs possibilités.

La semaine dernière, la commission du genre du Parlement européen a rencontré quatre experts pour discuter de la question de la radicalisation. La "capture de nos jeunes" se fait individuellement, en connaissant leurs inclinations, les ravisseurs étudient les jeunes ayant des tendances d'activités sociales, ceux qui ont été abusés sexuellement, ceux qui ont la colère et le désir de revanche, les invitent à adhérer à leur idéologie. C'est un traitement basé sur les sentiments et l'idéologie.

Utilisent vos sentiments pour perdre confiance en d'autres êtres humains, y compris leurs parents.

Les Mères ont développé une stratégie appelée "Magdalena de Proust", qui vise à établir un contact émotionnel avec leurs enfants.

Les djihadistes leur ont offert une nouvelle communauté, un groupe sacré. Les récupérer en recourant à leurs émotions enfantines, à des micro-épisodes pour que leurs sentiments refassent surface avant d'être recrutés : la musique préférée, le gâteau préféré, la vidéo de leur enfance, pour parvenir à la réactivation émotionnelle de l'enfant chez le jeune quand ils découvrent leur relation afin de briser la protection que le monde djihadiste met en place, la déshumanisation des Djihadistes passe par le détachement est celui qui disparaît, il faut recréer son corps, sa famille, ses émotions. Il y a 20% d'échecs, il est possible de récupérer un jeune non adulte.

Égalité des sexes et autonomisation des femmes.

L'autonomisation des femmes est fondamentale pour parvenir à une paix durable, comme le prévoit le Plan d'action des Nations Unies et apparaît dans toutes les actions de cet organe, ainsi que de l'Union européenne. Ce n'est pas un hasard si les sociétés qui ont de meilleurs indicateurs d'égalité des sexes sont moins vulnérables à l'extrémisme violent.

La résolution 2242 (2015) du Conseil de sécurité considère que la protection et l'autonomisation des femmes devraient être au cœur des stratégies visant à lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Les recommandations sont les suivantes :

- a) Intégrer une perspective sexospécifique dans tous les efforts visant à prévenir l'extrémisme violent ;
- b) Investir dans la recherche et la collecte de données sexospécifiques sur le rôle des femmes dans l'extrémisme violent, y compris l'identification des facteurs qui poussent les femmes à rejoindre des groupes extrémistes violents et l'impact des stratégies antiterroristes sur la vie des femmes, afin d'élaborer des réponses politiques et programmatiques spécifiques fondées sur des faits ;
- c) Inclure les femmes et d'autres groupes sous-représentés dans les organismes nationaux chargés de l'application des lois et de la sécurité, en particulier dans les cadres de prévention et de lutte contre le terrorisme ;
- d) Développer la capacité des femmes et des groupes de la société civile à participer aux initiatives de prévention et d'intervention liées à l'extrémisme violent ;
- e) Veiller à ce qu'une partie de tous les fonds consacrés à la lutte contre l'extrémisme violent soit affectée à des projets qui répondent aux besoins spécifiques des femmes ou renforcent leur autonomie, comme je l'ai recommandé dans mon récent rapport au Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité.

Une éducation de qualité qui les prépare à la vie, comme le prévoit le droit à l'éducation. L'éducation devrait comprendre l'enseignement du respect des droits de l'homme et de la diversité, la promotion de la pensée critique, la promotion de l'éducation aux médias et de la culture numérique, et le développement des compétences socio-émotionnelles et comportementales qui peuvent contribuer à la coexistence pacifique et à la tolérance.

Les jeunes femmes et les jeunes hommes qui commencent à travailler ont besoin de notre soutien tant pour accéder aux ressources de formation continue et professionnelle que pour développer leurs talents d'entrepreneurs.

Dr. Isabel Recavarren

PhD International Law & Economics